

Het examen zal uit twee delen bestaan :

1° een schriftelijke proef : op basis van een voordracht (van ongeveer een kwartier) of van een tekst (van maximum 2-3 pagina's) omtrent een algemeen onderwerp zal de student een samenvatting in doorlopende tekst (een twintigtal regels) opstellen;

2° een mondelinge proef : een gesprek rond het onderwerp van de schriftelijke proef zal tot doel hebben het nagaan van het degelijk verstaan van de voordracht of van de basistekst en het beoordelen van de spraakvaardigheid van de student.

Art. 3. Het attest van slagen voor het examen voor voldoende beheersing van de Franse taal is geldig in alle Hogescholen en in alle universitaire inrichtingen.

Art. 4. Wordt geacht voldaan te hebben aan het examen voor voldoende beheersing van de Franse taal, de student die op 15 oktober 1998 voor een studiejaar dat tot de graden leidt bedoeld bij de artikelen 15 en 18 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen of een studiejaar dat tot de academische graden leidt bedoeld bij de artikelen 6, §§ 1 tot 3, van het decreet van 5 september 1994 betreffende de universitaire studies en de academische graden, in een universitaire instelling geslaagd is.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 juni 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN



F. 98 — 2050

[C - 98/29309]

7 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, modifié par les décrets des 9 septembre 1996, 2 décembre 1996, du 4 février 1997, 24 juillet 1997 et les décrets-programmes des 24 juillet 1997 et 27 octobre 1997, notamment les articles 27 et 42;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française, modifié par l'arrêté du 28 août 1989;

Vu l'arrêté royal du 3 novembre 1987 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, modifié par les arrêtés des 27 juin 1989, 23 février 1990, 1^{er} septembre 1994 et 2 juillet 1996;

Vu l'arrêté royal du 6 novembre 1987 fixant les notions « d'étudiant régulièrement inscrit » et « d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement » dans l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1988, les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 2 septembre 1991 et 19 septembre 1991 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 1^{er} septembre 1994 et 2 juillet 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par les arrêtés des 27 août 1996 et 14 juillet 1997 et par le décret du 4 février 1997;

Vu le protocole du 20 avril 1998 de la concertation avec l'organisation représentative des étudiants reconnue au niveau communautaire;

Vu le protocole du 11 mai 1998 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics, provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 mars 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mars 1998;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 18 mai 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 24 juin 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots « au plus tard le premier lundi d'octobre et se terminant la veille du premier jour de l'année académique suivante » sont remplacés par les mots « le 15 septembre et se terminant le 14 septembre de l'année suivante ».

Art. 2. Dans l'article 2, 10°, du même arrêté, les mots « au plus tard à la date du 1^{er} décembre de l'année académique » sont remplacés par les mots « au plus tard le 15 novembre de l'année académique en cours, sans préjudice de l'exercice des droits de recours visé au § 4 de l'article 26 du décret ».

Art. 3. L'article 3*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 et abrogé par le décret du 4 février 1997, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 3*bis*. Dans l'enseignement supérieur paramédical et dans la section A.E.S.I. éducation physique, sports et loisirs de l'enseignement supérieur pédagogique, un examen médical complémentaire peut être imposé pour déterminer si le candidat est apte à suivre toutes les activités d'enseignement et les activités professionnelles.

Lorsque cet examen médical est exigé, les autorités de la Haute Ecole en arrêtent les modalités précises d'organisation, de sanction et de recours dans le règlement des études de la Haute Ecole ».

Art. 4. L'article 4*bis*, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 1997, est remplacé par le texte suivant :

« La date de la rentrée académique est fixée au 15 septembre ».

Art. 5. Un article 4*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 4*ter*. Le règlement des études de la Haute Ecole peut fixer les modalités de vérification et de contrôle des présences ».

Art. 6. A l'article 12, alinéa 2, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « avant le 20 novembre » sont remplacés par les mots « avant le 5 novembre »;

2° les mots « au plus tard le 25 novembre » sont remplacés par les mots « au plus tard le 10 novembre »;

Art. 7. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 3 novembre 1987 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996, les mots « à l'exception de l'article 6, alinéas 2 et 3 » sont supprimés.

Art. 8. La deuxième phrase de l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française, modifié par l'arrêté du 28 août 1989, est remplacée par la disposition suivante :

« Par contre, le présent arrêté ne s'applique pas aux Hautes Ecoles, tandis que l'enseignement universitaire et l'enseignement supérieur de type long dispensé en dehors des Hautes Ecoles sont concernés par le seul article 6*bis* ».

Art. 9. L'article 1^{er} *bis* de l'arrêté royal du 6 novembre 1987 fixant les notions « d'étudiant régulièrement inscrit » et « d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement » dans l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent arrêté n'est pas applicable aux Hautes Ecoles ».

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 août 1998.

Art. 11. Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juillet 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

VERTALING

N. 98 — 2050

[C — 98/29309]

7 JULI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene regeling van het hoger onderwijs in Hogescholen, gewijzigd bij de decreten van 9 september 1996, 2 december 1996, 4 februari 1997, 24 juli 1997 en van de programma-decreten van 24 juli 1997 en 27 oktober 1997, inzonderheid op de artikelen 27 en 42;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 maart 1984 tot vaststelling van de vakantie- en verlofregeling in het onderwijs georganiseerd in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 28 augustus 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 november 1987 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, gewijzigd bij de besluiten van 27 juni 1989, 23 februari 1990, 1 september 1994 en 2 juli 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 november 1987 tot vaststelling van de begrippen "regelmatig ingeschreven student" en "student die in aanmerking komt voor de financiering" in het hoger onderwijs met volledig leerplan, met uitzondering van het universitair onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1988, de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 september 1991 en 19 september 1991 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 september 1994 en 2 juli 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, gewijzigd bij de besluiten van 27 augustus 1996 en 14 juli 1997 en bij het decreet van 4 februari 1997;

Gelet op het protocol van 20 april 1998 van het overleg met de representatieve studentenorganisatie erkend op communautair vlak;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 maart 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 maart 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1998 over de vraag om advies te verlenen door de Raad van State binnen de termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 juni 1998, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 1998,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2, 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, worden de woorden "uiterlijk op de eerste maandag van oktober begint en de dag vóór de eerste dag van het eerstvolgende academiejaar eindigt" vervangen door de woorden "op 15 september begint en op 14 september van het eertvolgende jaar eindigt".

Art. 2. In artikel 2, 10° van hetzelfde besluit, worden de woorden "uiterlijk op 1 december van het academiejaar" vervangen door de woorden "uiterlijk op 15 november van het lopend academiejaar, onverminderd de uitoefening van de beroepsrechten bedoeld bij § 4 van artikel 26 van het decreet".

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996 en opgeheven door het decreet van 4 februari 1997, wordt weder ingevoerd en luidt als volgt :

« Artikel 3bis. In het paramedisch hoger onderwijs en in de afdeling "A.E.S.I. éducation physique, sports et loisirs" van het pedagogisch hoger onderwijs, kan een medisch onderzoek opgelegd worden om te bepalen of de kandidaat geschikt is om alle onderwijs- en beroepsactiviteiten te volgen.

Wanneer dit medisch onderzoek vereist is, bepaalt de overheid van de Hogeschool de nadere regels voor de inrichting, de bekrachtiging en het beroep in de studieregeling van de Hogeschool".

Art. 4. Artikel 4bis, lid 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1997, wordt door de volgende tekst vervangen :

« De datum van de academische schoolhervatting is vastgesteld op 15 september ».

Art. 5. Er wordt in hetzelfde besluit een artikel 4 ter, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 4ter. Het reglement van de studies van de Hogeschool kan de nadere regels voor het nagaan en de controle van de aanwezigheden bepalen. » .

Art. 6. Aan artikel 12, lid 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "vóór de 20e november" worden vervangen door de woorden "uiterlijk op 10 november";

2° de woorden "uiterlijk op 25 november" worden vervangen door de woorden "uiterlijk op 10 november".

Art. 7. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 november 1987 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996, worden de woorden "met uitzondering van artikel 6, leden 2 en 3" geschrapt.

Art. 8. In de tweede zin van artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 maart 1984 tot vaststelling van de vakantie- en verlofregeling in het onderwijs georganiseerd in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 28 augustus 1989, door de volgende bepaling vervangen :

« Daarentegen is dit besluit niet van toepassing op de Hogescholen, terwijl enkel artikel 6bis het universitair en het hoger onderwijs van het lange type verstrekt buiten de Hogescholen betreft. ».

Art. 9. Artikel 1bis van het koninklijk besluit van 6 november 1987 tot vaststelling van de begrippen "regelmatig ingeschreven student" en "student die in aanmerking komt voor de financiering" in het hoger onderwijs met volledig leerplan, met uitzondering van het universitair onderwijs, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Dit besluit is niet van toepassing op de Hogescholen. ».

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 15 augustus 1998.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 juli 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN